

REGLEMENT GENERAL DES CIMETIERES COMMUNAUX

Arrêté n°2022/28/A du 7 janvier 2022 modifié par l'arrêté n°2024/1054/A du 23 septembre 2024

Le Maire de Montbrison

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2213-7 à L 2213-15, L 2223-1 à L 2223-51 et R 2213-1-1 à R 2213-50, R 2223-1 à R 2223-137,
Vu le Code de la construction et de l'habitation, et plus particulièrement son article L 511-4-1,
Vu la loi N°2008-1350 du 19 décembre 2008 et les décrets pris pour son application,
Vu le Code Civil notamment ses articles 78 et suivants,
Vu le Code Pénal notamment ses articles 225-17 et suivants,
Vu les arrêtés en date du 3 septembre 1998 et du 8 avril 2004 portant règlement de cimetière,
Vu les délibérations et les tarifs votés par le Conseil Municipal,

Considérant qu'il est indispensable de prescrire toutes les mesures nécessaires à la sécurité, la salubrité, la tranquillité publique, le maintien du bon ordre, de la décence dans les cimetières,

I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 – désignation des cimetières

Seule la Ville de Montbrison est habilitée à gérer les cimetières communaux situés :

- 51 rue du Faubourg de la Madeleine
- rue du Repos

Article 2 – destination

Ces deux cimetières sont affectés aux inhumations des personnes décédées, à l'exclusion de tout animal, même incinéré.

Article 3 – affectation des terrains

Les terrains des cimetières comprennent :

- les terrains communs affectés gratuitement pour 5 ans minimum à la sépulture des personnes décédées pour lesquelles il n'y a pas eu de demande de concession,
- les concessions pour fondation de sépultures privées (caveau ou concession terre) destinées à l'inhumation d'un cercueil ou d'une urne funéraire.
- un site cinéraire (columbarium et espace de dispersion)
- un ossuaire
- un caveau provisoire

II – MESURES D'ORDRE INTERIEUR et SURVEILLANCE DU CIMETIERE

Article 4 – ouverture du cimetière

Les cimetières sont ouverts au public tous les jours de l'année :

- Du 1^{er} mai au 2 novembre : de 7 h à 19 h
- Du 3 novembre au 30 avril : de 8 h à 18 h

Article 5 – interdictions d'entrée

L'entrée des cimetières est interdite aux personnes ivres, marchands ambulants, vagabonds, mendiants, enfants de moins de 11 ans non accompagnés, et toute personne non vêtue décemment.

L'entrée n'est pas autorisée aux personnes accompagnées d'un animal domestique (sauf chien d'assistance).

Les cris, les chants (sauf hommage funèbre), les conversations bruyantes, les disputes, sont interdits à l'intérieur des cimetières.

Les personnes admises dans les cimetières, ainsi que les ouvriers y travaillant qui ne se comporteraient pas avec toute la décence et le respect dus à la mémoire des morts, ou qui enfreindraient une des dispositions du présent règlement, seront expulsés par le personnel, cela sans préjudice des poursuites de droit.

Article 6 – autres interdictions

Il est expressément interdit :

- d'apposer des affiches, tableaux ou autres signes d'annonces sur les murs intérieurs et extérieurs des cimetières, ainsi que sur tout monument s'y trouvant.
- d'escalader les murs de clôture, portails d'entrée, les grilles des sépultures
- de monter sur les monuments et pierres tombales
- de couper ou d'arracher des fleurs, des plantes sur les concessions d'autrui ou dans les parterres entretenus par la Ville, sauf disposition expresse.
- d'endommager d'une manière quelconque les sépultures existantes
- de laisser pousser les végétaux de telle manière que les racines et les branchages débordent de la superficie de la sépulture
- de déposer des ordures ailleurs que dans les lieux prévus à cet usage (poubelles, bennes)
- d'y jouer, boire, manger et fumer
- de photographier ou filmer sans autorisation municipale
- de faire des offres de service, du racolage religieux ou des remises de cartes ou adresses professionnelles
- de stationner devant les portes d'entrée

Article 7 – responsabilité

La Ville ne pourra, en aucun cas, être tenue pour responsable des dégradations pouvant être causées aux sépultures du fait :

- de chute de pierres, croix ou monuments consécutives aux tempêtes, intempéries ou au travail des entreprises ou particuliers sous leur propre responsabilité
- de causes dues aux éléments naturels
- de la nature du sol et du sous-sol

La Ville ne pourra être rendue responsable des vols et actes de vandalisme commis au préjudice des familles.

Article 8 – circulation à l'intérieur du cimetière

La circulation de tout véhicule est rigoureusement interdite dans le cimetière à l'exception :

- des fourgons funéraires,
- des véhicules municipaux,
- des voitures de service et des véhicules utilisés par les entrepreneurs effectuant des travaux dans le cimetière,
- des véhicules des fleuristes apportant des végétaux,
- des voitures particulières transportant des personnes munies d'une autorisation (ou avec un macaron handicapé)

Les véhicules autorisés devront circuler au pas et ne pourront stationner près des sépultures ou dans les allées sans nécessité. Ils devront obligatoirement se ranger et s'arrêter pour laisser passer les convois funéraires.

III – INHUMATIONS – CONDITIONS GENERALES

Article 9 – Droit à inhumation (art. L2223-3 du CGCT)

La sépulture dans le cimetière communal est due :

- aux personnes décédées sur la commune, quel que soit leur domicile,
- aux personnes domiciliées sur la commune, quel que soit le lieu de leur décès,
- aux personnes ayant droit à l'inhumation dans une sépulture de famille située dans les cimetières de la Ville, quels que soient leur domicile et le lieu de leur décès,
- aux Français établis hors de France n'ayant pas de sépulture de famille dans la commune, mais qui sont inscrits sur la liste électorale de celle-ci.

Article 10 – autorisation d'inhumer

Aucune inhumation ne peut avoir lieu sans une autorisation du Maire.

La demande d'inhumation sera toujours accompagnée d'une **demande d'ouverture de sépulture faite par le concessionnaire, son plus proche parent, ou toute entreprise mandataire.**

Cette autorisation mentionnera l'identité du défunt, son domicile, sa date et lieu de naissance, la date et le lieu du décès ainsi que le jour et l'heure prévus de l'inhumation et l'emplacement de la concession.

Toute personne qui ferait procéder à une inhumation sans accord municipal serait passible des peines portées à l'article R 645-6 du code Pénal.

Aucune inhumation, sauf cas d'urgence, notamment en cas de catastrophe, en période d'épidémie, en cas de décès suite à maladie contagieuse, ne peut être effectuée avant qu'un délai de 24 heures se soit écoulé depuis le décès.

L'inhumation avant ce délai légal devra être prescrite par le Préfet qui portera la mention « inhumation d'urgence » sur le permis d'inhumer.

Article 11 – vérifications

Tout cercueil arrivant d'une commune extérieure portera des scellés et une plaque inoxydable mentionnant le nom et prénoms du défunt tels que noté sur le permis d'inhumer.

Article 12 – modalités et délai d'intervention

L'ouverture du caveau ou le creusement de la fosse, sera faite **6 heures minimum avant l'inhumation** de façon à pouvoir exécuter tous travaux imprévus.

L'arrivée du convoi dans le cimetière devra être **annoncée au moins 24 h à l'avance** aux services municipaux.

Le caveau sera refermé dès l'inhumation terminée et la famille sortie du cimetière. Les joints devront être aussitôt refaits et réalisés de façon à rendre le caveau étanche.

Les concessions en pleine terre seront remblayées dans le même délai.

V – INHUMATIONS EN TERRAIN COMMUN

Article 13 – personnes dépourvues de ressources suffisantes

La commune prendra en charge l'organisation et le coût de leurs funérailles.

Article 14 – emplacements

Les sépultures en terrain commun destinées aux défunts n'ayant pas de concession sont des emplacements non concédés avec un droit d'usage de 5 ans.

Chaque inhumation se fera dans une fosse individuelle.

Les inhumations auront lieu les unes à la suite des autres sans qu'on puisse laisser des emplacements libres vides de corps.

Un emplacement de 1 m de largeur sera affecté à chaque défunt. Les fosses seront distantes de 30 cm minimum, avec une profondeur minimum de 1,50 m.

Les tombes pourront être végétalisées mais toute construction souterraine (caveau...) y sera interdite.

Article 15 – modalités

L'inhumation des corps placés dans un cercueil hermétique ou imputrescible est interdite en terrain commun, sauf cas particuliers (maladie contagieuse ...).

Article 16 – monuments funéraires

Aucune fondation, aucun scellement (sauf extérieur) ne pourra être réalisé en terrain non concédé. Il n'y sera déposé que des signes funéraires faciles à retirer au moment de la reprise du terrain par la collectivité.

Article 17 – reprise en terrain commun

A l'expiration du délai de 5 ans prévu par la loi, la collectivité pourra ordonner la reprise d'une ou plusieurs parcelles. Ces 5 années donnent aux familles la possibilité d'acquérir une concession pour une période déterminée.

Dans un délai de 3 mois à compter de la date d'affichage de cette décision de reprise, les familles peuvent récupérer les objets et signes funéraires placés sur les sépultures.

Ce délai expiré, la Ville procèdera d'office au démontage des objets funéraires et les transférera dans un dépôt. Les familles pourront, après justification de leurs droits, retirer ces objets pendant une durée de 1 an et 1 jour après la date de publication de la décision de reprise.

Tout objet non réclamé deviendra irrévocablement propriété de la Ville de Montbrison.

Les restes mortels qui seraient trouvés seront réunis dans un reliquaire et placés dans l'ossuaire.

V – CONCESSIONS

Article 18 – acquisition

Dans les cimetières communaux, les terrains peuvent être concédés afin de fonder des sépultures particulières. Chaque terrain concédé fera l'objet d'un titre de concession.

A la signature du contrat, le concessionnaire, lequel doit obligatoirement être une personne physique, devra acquitter les droits de concession au tarif en vigueur, fixé par délibération du Conseil municipal.

Les concessions sont accordées pour différentes durées : 10 – 15 – 30 ans.

Droit à concession :

La Ville de Montbrison ne procédera pas à l'octroi de concession à un tiers s'il n'est pas domicilié sur la commune.

En cas de concession dans laquelle toutes les places sont occupées, les ayants droit, même non domiciliés à Montbrison, pourront acheter un nouvel emplacement.

Article 19 – choix de l'emplacement

L'attribution d'une concession se fera en fonction de la disponibilité des terrains.

L'emplacement désigné pourra être un terrain libéré suite au non-renouvellement d'une concession existante.

Le choix de cet emplacement, son orientation, son alignement, n'est pas un droit du concessionnaire. Le terrain concédé sera désigné par le Maire ou les agents délégués par lui à cet effet.

Article 20 – droits et obligations du concessionnaire

Le contrat de concession ne constitue pas un acte de vente.

Il n'est pas un titre de propriété mais seulement un droit de jouissance et d'usage avec affectation spéciale et nominative.

Il en résulte que :

- une concession ne peut être transmise que par voie de succession ou donation entre parents ou alliés, à l'exclusion de toute cession à des tiers par vente ou autre transaction.
- une concession ne peut être destinée à d'autres fins que l'inhumation de cercueils, reliquaires ou urnes.

Lors de l'octroi de la concession, le concessionnaire désignera les personnes pouvant bénéficier du droit à inhumation, conformément aux dispositions légales.

Travaux et entretien

- Le concessionnaire ne peut effectuer des travaux de fouilles, construction ou ornementation que dans les limites du présent règlement, avec obligation d'une déclaration préalable de travaux auprès de l'administration municipale et sous réserve d'autorisation de celle-ci.
- Le concessionnaire ne pourra établir de construction, clôture, plantation et dépôt de fleurs en dehors des limites du terrain concédé. Les plantations **ne devront pas dépasser 80 cm** de hauteur et seront régulièrement taillées. En raison des dégâts causés aux sépultures voisines, la plantation de tout arbre est interdite sur le terrain concédé.
- Les terrains seront maintenus en bon état de propreté par les concessionnaires ou bénéficiaires, lesquels veilleront aussi au maintien du bon état de conservation et de solidité des monuments funéraires et des caveaux. Tout édifice tombé ou brisé devra être relevé et remis en état.
- En cas d'urgence ou de danger imminent, les travaux nécessaires pourront être réalisés d'office à la demande de l'administration et seront à la charge du concessionnaire ou de ses ayants-droit.
- **L'emploi de produits phytosanitaires de synthèse est formellement interdit**
- **Les concessions ne devront en aucun cas être nettoyées à l'aide de produits chimiques de type eau de javel, de sel ou de vinaigre à cause de leur nocivité pour l'environnement et pour les monuments eux-mêmes**

Article 21 – renouvellement d'une concession temporaire

Les concessions sont renouvelables à expiration de chaque période de validité au tarif en vigueur au moment du renouvellement.

Une pancarte sera apposée sur chaque concession échue dans l'année qui suit l'échéance.

La concession pourra être renouvelée **pendant 2 ans** à partir de la date d'échéance du contrat, au tarif en vigueur au moment du renouvellement.

Le renouvellement prendra effet à la date d'échéance initiale.

Passé ce délai, le terrain concédé fera retour à la commune. Les monuments et objets funéraires restés sur la tombe pourront être enlevés d'office, et les restes mortels placés à l'ossuaire municipal.

La commune pourra alors attribuer à nouveau l'emplacement.

Renouvellement anticipé

Dans le cas d'une demande d'inhumation faite à moins de 5 ans de la date d'échéance, il sera demandé au concessionnaire (ou à ses ayants-droit) de procéder au renouvellement. Celui-ci ne prendra bien sûr effet qu'à la date d'échéance du contrat.

Les concessions ne pourront être renouvelées que par le ou les concessionnaires ou leurs ayants droit.

La Ville peut s'opposer au renouvellement d'une concession temporaire pour des raisons de sécurité, de circulation, et en général, pour tout motif visant à l'amélioration du cimetière.

Dans ce cas, un emplacement de substitution sera proposé, les frais de transfert étant pris en charge par la Ville.

Article 22 – reprise des concessions perpétuelles

Les sépultures affectées à perpétuité, existant depuis plus de 30 ans et dans lesquelles la dernière inhumation est supérieure à 10 ans, pourront faire l'objet d'une reprise après constat d'état réel d'abandon.

La procédure de reprise sera conforme aux articles R 2223-12 à R 2223-23 ; les restes mortels seront déposés à l'ossuaire dans un reliquaire identifié.

Les matériaux des monuments et les emblèmes funéraires présents sur ces concessions et qui n'auraient pas été récupérés par les ayants-droit dans un délai de 30 jours après la publication de l'arrêté de reprise seront enlevés par la commune qui en disposera dans l'intérêt du cimetière.

Article 23 – concessions entretenues par la Ville

La commune entretient à ses frais certaines concessions perpétuelles sur accord du Conseil Municipal.

Article 24 – rétrocession d'une concession

Seul le concessionnaire peut faire retour de sa concession à la commune.

Elle devra par contre ne contenir aucun corps et être exempte de construction (Art. L 2122-22 du CGCT)

Le remboursement se fera au prorata de la durée restant à courir, à condition que la durée restante soit inférieure à la moitié de la durée totale.

Article 25 – conversion

Il s'agit de l'allongement de la durée de validité de la concession (art. L2223-16 du CGCT).

Le montant à acquitter correspond au tarif de la nouvelle durée duquel on déduit la valeur du temps non utilisé, issu du contrat initial.

VI – TRAVAUX SUR LES CONCESSIONS

Le concessionnaire doit se conformer au présent règlement. Il doit aussi faire une demande préalable à la commune et attendre la confirmation de celle-ci pour pouvoir réaliser les travaux envisagés.

Article 26 – demande d'autorisation de travaux

Toute construction de caveau ou monument doit être conforme aux instructions données et est soumise à une autorisation du Maire.

La demande de travaux, transmise au minimum 48 h avant le début de ceux-ci, doit mentionner : le nom de l'entreprise, le nom du demandeur et son lien de parenté avec le concessionnaire, la nature des travaux et dimensions de l'ouvrage, l'emplacement du terrain, la date de début des travaux et leur durée.

Article 27 – construction de caveaux et monuments

Pour des raisons de sécurité, les caveaux doivent être édifiés en maçonnerie réputée suffisamment résistante. Les murs des caveaux auront une épaisseur minimale de **10 cm**.

Le dessus de la dalle de recouvrement ne devra pas faire saillie de plus **de 1 m** par rapport au niveau du sol. Compte-tenu de la nature géologique du sous-sol, l'emploi de caveaux autonomes peut être rendu obligatoire Par décision du Maire. Les caveaux préfabriqués, normalisés et homologués sont autorisés.

Tout caveau doit posséder une ouverture d'au moins 60 cm en hauteur sur 70 cm en largeur. Des étagères peuvent être édifiées dans les caveaux pour servir de support aux cercueils.

Les signes funéraires ne devront en aucun cas dépasser les limites du terrain concédé.

Les monuments ne dépasseront pas une hauteur maximale de **2,30m, stèle comprise**.

Toutes les stèles devront être goujonnées et scellées.

Article 28 – déroulement des travaux

Les travaux ne seront entrepris que lorsque l'entrepreneur sera en possession de l'autorisation municipale, et il devra se conformer aux indications données.

Les fouilles faites pour la construction des caveaux et monuments devront être entourées de barrières ou protégées au moyen d'obstacles visibles et résistants afin d'éviter tout accident.

Les entrepreneurs devront prendre toutes précautions nécessaires pour ne pas salir les tombes pendant la durée de leur intervention. Les travaux seront exécutés de façon à ne pas compromettre la sécurité publique et ne pas gêner la circulation dans les allées.

Le sciage et la taille des pierres destinées à la construction des ouvrages sont interdits à l'intérieur du cimetière, excepté pour les travaux de pose et ajustement.

Lorsque les concessionnaires ou entrepreneurs devront évacuer des terres hors des cimetières, l'administration pourra demander à vérifier qu'elles ne contiennent aucun ossement.

Après toute intervention, les excavations seront comblées de terre foulée et damée.

Les entrepreneurs de Pompes Funèbres et toute entreprise intervenant dans les cimetières veilleront à protéger les allées enherbées des cimetières à l'aide de plaques ou de grilles lors des girations de leurs engins de chantier et lors des travaux en eux-mêmes.

Toute dégradation des allées appellera une remise en état immédiate par la Ville au frais de l'entrepreneur responsable (coût des semis + temps de travail des agents).

Article 29 – contrôle et conformité

La Ville veillera au bon déroulement des travaux afin de prévenir toute nuisance aux sépultures voisines, mais n'aura aucune responsabilité concernant leur exécution et les dommages qui pourraient en découler. En cas de non-respect des normes définies, la Ville pourra faire suspendre immédiatement les travaux, voire démolir d'office, aux frais du contrevenant, les monuments et caveaux édifiés.

Article 30 – approvisionnement et dépôt de matériel

Les mortiers et béton devront être portés dans des récipients et ne pas être laissés à même le sol. Le gâchage, toléré sur place, ne sera fait que sur des aires provisoires (planches, tôles...)

Aucun dépôt, même momentané, de terre, matériau ou autre ne se fera sur les sépultures voisines. Les gravats et déblais devront être évacués au fur et à mesure afin que les allées et abords des sépultures restent libres.

Article 31 – nettoyage

Dès les travaux achevés, les entrepreneurs devront enlever leur matériel, nettoyer avec soin les abords des ouvrages et réparer, le cas échéant, les dégradations commises.

Article 32 – période d'exécution des travaux

A l'exception des interventions liées aux inhumations, les travaux sont interdits :

- Le samedi
- Le dimanche
- Les jours fériés
- Lors des fêtes de la Toussaint (7 jours précédant le jour de la Toussaint et les 3 jours suivants)

VII – LE CAVEAU PROVISOIRE

Article 33 – Affectation

Le caveau provisoire communal est à la disposition des familles pour recevoir temporairement les cercueils destinés à être inhumés :

- dans un emplacement pas encore concédé,
- ou en cours de travaux
- ou devant être transportés hors de la commune.

Article 34 – conditions

Le dépôt des corps ne pourra avoir lieu que sur demande d'un membre de la famille ou sur décision de toute personne ayant qualité à cet effet, sous réserve d'en obtenir l'autorisation municipale.

Pour y être admis, les cercueils devront, selon les causes du décès et la durée du séjour, satisfaire aux conditions imposées par la législation. (notamment toute personne décédée depuis plus de 6 jours devra être placée dans un cercueil en métal).

L'enlèvement des corps placés dans ce caveau ne pourra être effectué que dans les formes et conditions prescrites pour les exhumations.

Article 35 – coût

Le tarif du droit de séjour dans le caveau provisoire est fixé par délibération du Conseil municipal.

La durée totale du dépôt est fixée à 3 mois et peut être reconduite une fois sur demande de la famille. Passé ce délai, les corps seront inhumés d'office en terrain commun.

VIII – EXHUMATIONS

Article 36 – demande d'exhumation

Pour des questions de sécurité et de salubrité publique, les exhumations de cercueils ne pourront être réalisées que par une entreprise funéraire dûment habilitée par la Préfecture.

Toute exhumation ou ré-inhumation (sauf celles ordonnées par l'autorité judiciaire) nécessite l'autorisation préalable du Maire.

La demande d'ouverture de sépulture sera faite **par le concessionnaire** ou, s'il est décédé, par **le plus proche parent de celui-ci**.

La demande d'exhumation doit être formulée **par le plus proche parent du défunt à exhumer**.

Lorsque la qualité de plus proche parent se partage entre plusieurs personnes, l'accord de tous est nécessaire. En cas de désaccord entre les parties, la décision appartient aux tribunaux.

L'exhumation peut être refusée ou reportée pour des motifs liés à la sauvegarde du bon ordre du cimetière, de la décence ou de la salubrité publique.

Ainsi, l'exhumation du corps d'une personne décédée suite à une maladie contagieuse (placée dans un cercueil hermétique) ne sera autorisée qu'au bout d'un an à compter du décès.

Par contre, tout cercueil en bois peut être exhumé sans délai.

L'exhumation peut être demandée en vue d'un transfert vers un autre cimetière ou d'une ré-inhumation, soit dans la même concession (cas de réduction de corps), soit dans une autre concession du même cimetière.

Aucune exhumation ne sera autorisée au concessionnaire ou à un ayant droit (qui souhaiterait récupérer des emplacements dans la sépulture) et qui demanderait pour cela de déposer les restes mortels à l'ossuaire.

Article 37 – exécution des opérations d'exhumation

Les exhumations (pour réduction de corps avant nouvelle inhumation) ont lieu impérativement avant 9 h le matin, et ne peuvent se faire les dimanches et jours fériés.

En cas de reprises de concessions multiples (exhumations administratives) **un périmètre bien déterminé sera rendu inaccessible au public**.

L'administration peut suspendre une exhumation en cas de conditions atmosphériques impropres à ces opérations.

Les restes mortels seront déposés avec décence et respect dans un reliquaire de taille appropriée. Un seul reliquaire pourra contenir les restes de plusieurs personnes issues de la même famille et de la même concession ; il sera ensuite placé à l'ossuaire (en cas de reprise administrative uniquement).

Si un bien de valeur est trouvé, il sera placé dans le reliquaire qui sera ensuite scellé, et notification en sera faite sur le procès-verbal d'exhumation.

Si le corps exhumé ne se trouve pas à l'état d'ossements, il sera ré-inhumé en cercueil pour 5 ans minimum.

Article 38 – mesures d'hygiène

Les agents chargés de procéder aux exhumations devront utiliser les moyens mis à leur disposition (vêtements, produits de désinfection...) afin d'effectuer ces opérations dans les meilleures conditions de sécurité, d'hygiène et de salubrité.

Au moins une heure avant d'être manipulés et extraits des fosses, les cercueils seront arrosés avec une solution désinfectante. Il en sera de même pour tous les outils ayant servi à l'exhumation.

Article 39 – transport des corps exhumés

Le transport des corps exhumés devra s'effectuer avec les moyens appropriés. Les cercueils devront être recouverts.

Article 40 – ouverture des cercueils

Conformément à la législation en vigueur, aucun cercueil ne pourra être ouvert avant 5 ans d'inhumation, sauf dérogation délivrée par le Procureur.

Si le cercueil est trouvé détérioré, le corps sera placé dans un autre cercueil ou reliquaire pour être soit :

- ré-inhumé sur place
- transféré dans une autre concession dans le même cimetière
- transféré dans une autre commune
- crématisé
- déposé à l'ossuaire en cas de reprise de sépulture par la ville

Article 41 – exhumation sur requête judiciaire

Les dispositions des articles précédents, à l'exception des mesures d'hygiène, ne s'appliquent pas aux exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire qui peuvent avoir lieu à tout moment et pour lesquelles le personnel devra se conformer aux instructions données.

Ces exhumations n'ouvrent pas droit à une vacation de police.

Article 42 – ossuaire

Un ossuaire est affecté à perpétuité pour recevoir avec décence et respect, tous les reliquaires ou urnes suite à des reprises de concessions.

Un registre « ossuaire », consultable en Mairie, enregistre l'ensemble des identités des personnes exhumées.

IX – REUNION DE CORPS

Article 43 – conditions

La réunion des corps dans les caveaux ne pourra être réalisée qu'après autorisation du Maire, sur la demande **du plus proche parent de chaque défunt** et sous réserve que le concessionnaire initial n'ait pas précisé dans l'acte de concession sa volonté qu'il ne soit pas touché aux corps qui y reposent.

L'accord du concessionnaire ou ayant droit est également nécessaire pour ouvrir la sépulture.

Article 44 – modalités

Par mesure d'hygiène et pour des raisons de convenance, la réduction des corps ne sera autorisée que 15 ans après la dernière inhumation et à condition que leur état permette leur réduction.

X – SITE CINERAIRE

Article 45 – inhumation des urnes

Les urnes funéraires peuvent être :

- placées dans une sépulture (terre ou caveau)
- scellées sur un monument funéraire (art. R 2213-39 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Tout descellement ou retrait d'urne est soumis à autorisation préalable de la commune et nécessite l'accord du plus proche parent du défunt.

Tout acte de vandalisme sur des urnes scellées sur un monument ne saurait être considéré comme responsabilité de la Ville.

Article 46 – columbarium

Chaque cimetière dispose d'un columbarium, d'emplacements pour cavurnes, et d'un espace de dispersion (Jardin du Souvenir) pour les familles qui souhaitent déposer des urnes ou bien répandre les cendres, lesquelles demeurent indivisibles.

Les cases de columbarium sont attribuées pour une durée de **10, 15 ou 30 ans** et peuvent être renouvelées dans les 2 ans après la date d'échéance, au tarif en vigueur au moment du renouvellement.

L'emplacement concédé sera désigné par le Maire ou les agents délégués par lui à cet effet.

A la signature du contrat, le concessionnaire devra acquitter la redevance correspondant à la durée choisie à laquelle il faut ajouter le prix de la porte, payable une seule fois, lors de l'achat de l'emplacement.

En cas de non renouvellement, les cendres seront déposées à l'ossuaire et consignées sur le registre.

Un dépôt limité d'objets est possible dans le respect des emplacements voisins, sans débordements sur le pourtour du columbarium.

Article 47 – dispersion au Jardin du Souvenir

Un espace de dispersion est prévu pour les cendres des défunts qui en ont manifesté la volonté.

Cette dispersion, irréversible, ne sera pas tolérée dans un lieu autre que le Jardin du Souvenir, sous peine de poursuites et pourra être reportée en cas de conditions atmosphériques défavorables.

La dispersion des cendres est soumise à une autorisation préalable du maire.

XI – FONCTIONNEMENT DU SERVICE CIMETIERE

Article 48 – Fonctions du personnel

L'agent responsable du cimetière exerce une surveillance générale de celui-ci.

Il veille à l'application du présent règlement afin que les opérations funéraires se déroulent dans les conditions de décence requises.

Il s'assure du respect de la police générale du cimetière et il contrôle les opérations relatives aux inhumations ou exhumations :

- Creusement de fosse, ouverture de caveau
- Descente des cercueils, urnes ou reliquaires dans les fosses ou caveaux,
- En cas d'exhumation : extraction de cercueils, réduction de corps, transfert de cercueils, ré-inhumation, transfert à l'ossuaire....
- Comblement des fosses ou fermeture de caveau ou case de columbarium

Lors de travaux effectués par les entreprises, il doit signaler toute anomalie qu'il pourrait constater. Il est également tenu de renseigner le public.

Article 49 – obligations du personnel

Il est interdit, à tous les agents municipaux appelés à travailler dans le cimetière, sous peine de sanction disciplinaire et sans préjudice des poursuites de droit commun :

- De s'immiscer directement ou indirectement dans l'entreprise, la construction ou la restauration des monuments funèbres hors l'entretien du cimetière, ou dans le commerce de tout objet participant à l'entretien ou à l'ornementation des tombes,
- De s'approprier tout matériau ou objet provenant de concessions expirées ou non,
- De solliciter une quelconque gratification, pourboire ou rétribution de la part des familles ou des entreprises,
- D'avoir une conversation, une attitude ou une tenue vestimentaire susceptible de nuire à la décence des opérations funéraires ou de choquer des tiers.

XII – EXECUTION DU REGLEMENT MUNICIPAL DU CIMETIERE

Toute infraction au présent règlement sera constatée par les agents chargés de la surveillance du cimetière, et les contrevenants seront poursuivis conformément à la législation en vigueur.

Article 50 – information du public

L'ensemble des tarifs établis par le Conseil municipal, ainsi que la liste des opérateurs funéraires sont tenus à disposition des administrés à la mairie de Montbrison (service population) et à l'annexe à la mairie de Moingt.